

[Texte]

Last March Mexico City's largest polluters were given 18 months to meet the new standards that Mr. Langdon talked about or move out of Mexico City or close down. Every new plant in Mexico, in other words, a Canadian company or any other company in the world that wants to establish a new plant in Mexico, or, I believe, a substantially renovated existing plant in Mexico, has to meet those new standards in terms of equipment they put in or they won't get an operating licence. That to me shows political will in Mexico and an attempt to put more resources behind them.

I think the most important point to realize, and there's nothing new in this, is the correlation between poverty and terrible environmental conditions in the country. NAFTA and the actions of the Salinas government to open up Mexico to international investment, to international business, is designed to increase the economic growth and to have the fundamental resources to really take major steps on the environmental front.

Those are some of the facts that I think are not too well known. The only other comment I'll make, Mr. Chairman, is that the provisions in the NAFTA make it very clear that international agreements take precedence over the NAFTA, make it very clear that there are dispute settlement panels that are set up, which include environmental experts. But Mr. Langdon is quite correct, there is no strong enforcement behind that. But if one is looking in the glass and asking is it three-quarters empty or a quarter full, I guess our response is the Mexicans at least have a quarter full and they're trying to fill up the glass.

Agreements with Canada and the U.S. to help them with their environmental technology create, interestingly enough, a fantastic opportunity for companies like agro-industries in Toronto, for example, to get down there and take advantage of market opportunities and at the same time assist in the environmental issues.

**Mr. Langdon:** Would you agree that it would be a better agreement if there were some kind of tripartite at least enforcement overview agency that actually was going to be able to assess whether these new regulations that you say are going to be applied to all new companies are in practice being applied to all new companies?

• 1130

**Mr. Reid:** Mr. Langdon, I guess I'd come back and simply conclude that there's a tremendous innovation in this trade agreement. It's the first trade agreement in the world that contains an environmental clause. You might want to have a giant leap forward. Quite frankly, we're very pleased with this. So maybe on this issue we have to agree to disagree.

**Mr. Guérard:** If I may add a few comments, I share the views of Tim Page on that—and I am quite interested in the environment—but if we look at the progress that has been made in the world between the so-called summit in 1972 and

[Traduction]

En mars dernier, les plus gros pollueurs de Mexico se sont vu fixer un délai de 18 mois pour satisfaire aux nouvelles normes dont a parlé M. Langdon, ou quitter Mexico ou fermer leurs portes. Toute nouvelle usine, autrement dit, toute entreprise du Canada ou d'ailleurs qui veut ouvrir une nouvelle usine au Mexique ou, sauf erreur, y rénover à fond une usine actuelle, doit satisfaire à ces nouvelles normes quant à l'équipement qu'elle y installe, sinon elle n'obtient pas de permis d'exploitation. Pour moi, cela signifie que la volonté politique existe au Mexique et qu'on essaie d'affecter davantage de ressources à ces activités.

Le point le plus important dont il faut se rendre compte, et il n'y a là rien de neuf, c'est à mon avis le lien qui existe entre la pauvreté et l'état terrible de l'environnement au Mexique. L'ALÉNA et les mesures prises par le gouvernement Salinas pour ouvrir le Mexique aux investisseurs internationaux, aux entreprises internationales, visent à stimuler la croissance économique et à créer les ressources fondamentales nécessaires pour réaliser vraiment de grands progrès sur la scène environnementale.

Voilà certains des faits qui ne sont pas trop bien compris à mon avis. Mon seul autre commentaire, monsieur le président, c'est que les dispositions de l'ALÉNA précisent très clairement que les accords internationaux l'emportent sur l'ALÉNA, que l'on établit des groupes spéciaux de règlement des différends qui comportent des experts en environnement. M. Langdon a toutefois tout à fait raison: l'application n'est pas très musclée. Mais si l'on examine le verre pour se demander s'il est aux trois quarts vide ou au quart plein, je suppose que nous pourrions répondre que celui des Mexicains est au moins au quart plein et qu'ils essaient de le remplir.

Ce qui est intéressant, c'est que les accords conclus avec le Canada et les États-Unis pour aider le Mexique dans le domaine de la technologie environnementale donnent à des entreprises comme agro-industries de Toronto, par exemple, l'occasion fantastique de s'installer au Mexique et de profiter des débouchés, tout en appuyant les efforts environnementaux du pays.

**M. Langdon:** Diriez-vous que l'accord serait meilleur s'il prévoyait au moins un mécanisme tripartite de surveillance de l'application de la loi qui pourrait vraiment déterminer si les nouvelles mesures réglementaires qui seront selon vous appliquées à toutes les nouvelles entreprises le seront vraiment en réalité?

**M. Reid:** Monsieur Langdon, je suppose que je pourrais conclure simplement que cet accord commercial innove énormément. C'est le premier accord commercial au monde à contenir une disposition environnementale. Vous pourriez souhaiter qu'il fasse un pas de géant. Très franchement, nous en sommes très satisfaits. C'est pourquoi nous devons peut-être convenir de ne pas être d'accord à ce sujet.

**M. Guérard:** Si vous me permettez d'ajouter quelques commentaires, je suis d'accord avec Tim Page à ce sujet—et l'environnement m'intéresse énormément—mais si l'on regarde les progrès réalisés dans le monde entre le prétendu